

EDUCATION

Désorientation scolaire



Les conflits entre le corps enseignant et le ministère se multiplient. Le SEW lui reproche de voir très grand sans se doter ni des moyens conséquents, ni d'une méthodologie claire.

"Nous n'allons évidemment pas évoquer le sujet de la tâche des enseignants". Monique Adam, présidente du Syndikat Erziehung a Wëssenschaft (SEW) de l'OGBL, a le sourire en coin lorsqu'elle prononce cette phrase. Ce mardi, son organisation a réuni la presse pour dire ce qu'elle pense de certaines réformes émanant du ministère de l'éducation nationale (MEN). Et elle n'a même pas eu besoin d'évoquer l'épineux dossier de la tâche de l'enseignant (l'inter-syndicale devait rencontrer la ministre le soir même) pour tirer à boulets rouges sur d'autres facettes de la politique du MEN: budget de l'éducation, socle de compétences et nouveau cadre pour l'enseignement secondaire technique (EST). La charge est lourde, mais la ministre de l'éducation nationale, Mady Delvaux (LSAP), sollicitée par le woxx, a préféré ne pas prendre position et se garde pour l'instant de récolter d'autres avis.

La qualité n'est pas gratuite

Pour le SEW, il ne s'agit pas de se montrer rétif aux réformes, au contraire. Ce serait d'ailleurs lui faire un mauvais procès que de le considérer comme une organisation corporatiste. Par exemple, lorsqu'en 2001, les premiers résultats de l'enquête PISA avaient placé la Finlande en tête de peloton, le SEW n'avait pas attendu longtemps pour se rendre dans ce pays nordique et en était revenu en grande partie conquis par son système scolaire. Sur ce point, le SEW converge avec le ministère. Mais une différence de taille les sépare: "La Finlande s'est donné les moyens pour réformer son système scolaire, contrairement au gouvernement luxembourgeois", explique Guy Foetz.

"Cela s'appelle une politique d'austérité", dit Foetz sans ambages. Pour preuve, il prend le projet de budget 2007 et les crédits alloués au ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle et scolaire (MENFPS), domaine considéré comme "stratégique" par la coalition noire-rouge. Les chiffres sont parlants: alors que

l'augmentation budgétaire totale pour 2007 s'élève à 5,4%, le taux d'augmentation du MENFPS se tasse à 4,5%, plaçant ainsi ce ministère à la onzième place sur les 19 départements ministériels. D'ailleurs, le budget de l'éducation décroche depuis 1995 par rapport aux augmentations totales et l'écart se creuse continuellement et de manière plus sensible depuis l'arrivée des socialistes au gouvernement. Pour ne rien arranger, la section concernant les établissements d'enseignement privés connaît, avec 13,7%, la deuxième plus forte hausse au sein du budget du MENFPS, après la formation professionnelle. En 2007, la coalition prévoit d'offrir plus de 52 millions d'euros aux écoles privées. Ce qui contraste méchamment avec la baisse de budget de 22% allouée aux lycées autonomes qui fonctionnent en gestion séparée. "C'est ridicule! D'un côté, on donne plus d'autonomie aux écoles, de l'autre, on leur retire des moyens financiers", s'insurge Guy Foetz.

Pour le SEW, c'est justement l'envergure des réformes voulues par le MEN qui est en contradiction avec les moyens mis à disposition. C'est par exemple le cas au niveau de la définition des socles de compétences, que le ministère entend mettre en oeuvre pour 2008. Pour rappel, ces socles de compétences ont pour but de "privilégier les performances des élèves et d'adapter l'enseignement à l'évolution de celles-ci". Ce système est déjà pratiqué dans le régime technique pour les formations CATP ou technicien. S'il y fonctionne sans grandes difficultés - en raison du caractère concret de ces branches - son application au niveau de l'apprentissage des langues, par exemple, s'avère plus complexe. "Enigmatique" comme l'estime le SEW. Seul outil actuellement à disposition, le "portfolio européen des langues" (voir woxx 873), tente de donner une approche plus empirique.

Le SEW donne ainsi en exemple la caractérisation du niveau B2 du portfolio: "Je peux communiquer avec un degré de spontanéité et d'aisance qui rend possible une interaction normale avec un locuteur natif". Et de s'interroger sur la méthodologie concrète à appliquer pour atteindre ces objectifs pédagogiques. Aux yeux de Simone Flammang du SEW, le ministère va trop vite dans sa volonté de généraliser les socles de compétences à l'ensemble de l'enseignement public, sans pour autant munir les professeurs chargés de les définir d'un calendrier ou d'une marche à suivre. Elle non plus ne mâche pas ses mots: "Ce qui nous met en colère, c'est la manière dont le ministère procède".

En effet, le SEW lui reproche de mettre les enseignants, ainsi que les coordinateurs de projet recrutés "souvent à l'encontre de leur plein gré", devant le fait accompli. Ainsi, aucune réunion d'information n'aurait été organisée, le seul document publié serait le "cadre européen des compétences" qui ne prendrait pas en compte la situation lin-

guistique spécifique du Luxembourg, il n'existerait aucun réseau de communication et le ministère ne fournirait même pas des objectifs intermédiaires. Finalement, Flammang déplore l'inexistence d'un programme national, laissant chaque établissement élaborer ses propres socles de compétences, ce qui conduirait à une différenciation qualitative entre les lycées et, à terme, à une dévaluation de certains diplômes.

Vers le chaos?

Le SEW exprime également ses craintes de dévalorisation de l'enseignement au sujet du "nouveau cadre pour le cycle inférieur et le cycle moyen de l'enseignement secondaire technique", élaboré par le ministère au mois de juin et "mis en consultation auprès des partenaires scolaires". D'après nos informations, la ministre aurait d'ailleurs été surprise de la prise de position d'un syndicat alors que le document ne serait qu'en cours de discussion.

Sous le prétexte de rapprocher l'enseignement secondaire (ES) du secondaire technique, le MEN envisage d'englober les classes de 7ème et de 8ème en un "cycle d'observation", qui "sert à confirmer et à affiner l'orientation de l'élève qui arrive d'une 6ème année primaire". Les élèves qui n'ont pas acquis le socle de compétences visé dans à l'issue de l'enseignement primaire seront confiné-e-s des classes d'adaptation avec encadrement et plan éducatif individualisé. Mais c'est la volonté de "rendre plus courant" le passage de l'EST vers l'ES, qui, d'après Jacques Maas du SEW, risque de provoquer un nivellement vers le bas dans l'EST. Le "nouveau cadre" contient en effet quelques formulations troublantes. Comme: "les passages plus courants permettront de récupérer pour l'enseignement secondaire des élèves qui s'en sont avérés capables et de transférer à l'enseignement secondaire technique des élèves qui s'essouffent à l'enseignement secondaire". Le ministère organiserait une sorte de fuite des cerveaux. Cette approche est confirmée dans une autre phrase: "L'élève qui aura atteint les socles de compétence requis à la fin du primaire peut accéder à l'EST. L'élève qui a des compétences plus développées aura accès à l'ES". Ainsi, le MEN risque non seulement de dévaloriser l'EST, mais il donne une confirmation écrite du caractère de lycée de "seconde classe" que n'est, en théorie, pas censé être l'EST. Au lieu de se rapprocher du tronc commun, on s'en éloigne et on augmente les fractures sociales et scolaires.

Il faudra encore attendre quelques temps avant que le ministère ne réagisse aux propos du SEW. En attaquant publiquement et avec virulence d'autres aspects de la politique de l'éducation que la tâche de l'enseignant quelques heures avant une nouvelle ronde de négociation à ce sujet, le SEW joue finement. D'un autre côté, le ministère lui livre sur un plateau d'argent tout une gamme de munitions.

David Wagner

Umweltministerium: Nicht "die Schlimmsten"

Es klang wie eine Drohung, als Lucien Lux am vergangenen Mittwoch versicherte, er freue sich auf das Gespräch mit dem Ombudsman. In seinem Bericht über Missstände in den Verwaltungen hatte Marc Fischbach dem Umweltministerium zu lange Bearbeitungszeiten und mangelnde Transparenz vorgeworfen. "Das sind die schlimmsten", hatte der Ombudsman über Lux's Beamte gesagt. Der Minister widersprach energisch: Dieses pauschale Urteil sei kontraproduktiv. Er habe sich in seiner Amtszeit als Bürgermeister auch am Umweltministerium gerieben, dessen Entscheidungen aber immer respektiert. Lux räumte allerdings ein, dass die "befehlshaberische Art" bestimmter Mitarbeiter Kritik verdiene. Diesbezüglich würden auch demnächst Konsequenzen gezogen. Was der Ombudsman tue, sei aber eine Art "harcèlement". Der Minister nannte das Beispiel einer Beschwerde über gefällte Bäume, bei der interne Nachforschungen angestellt wurden. Ein schriftlicher Bericht stelle fest, beim Umhauen seien alle Gesetze eingehalten worden, was er Fischbach auch mitgeteilt habe. Wütend mache ihn, dass dieser nun Einsicht in den Bericht verlange. Gut, dass Lucien Lux nicht in den USA oder in Schweden Minister ist. In diesen Ländern haben alle BürgerInnen ein Grundrecht auf Einsicht in sämtliche behördliche Dokumente - für Lux "harcèlement" hoch zehn.

5611: premier recul de Biltgen

La levée de boucliers contre certaines réformes pénalisant les jeunes chômeurs a amené cette semaine le ministre du travail François Biltgen (CSV) à faire marche arrière sur deux points incriminés par l'initiative "Stopp de 5611". Il a ainsi concédé de ne pas introduire la période de carence de 6 mois qu'un jeune doit attendre avant de toucher ses indemnités après conclusion d'une mesure pour l'emploi. Aussi, les jeunes qui viennent de mettre fin à leurs études pourront continuer à jouir d'une indemnité. Biltgen est mis sous pression de toutes parts, notamment par le partenaire de coalition socialiste, qui, conscient du risque qu'il courait à laisser passer ces mesures, a demandé cette semaine des réformes sur certains points. Dans un communiqué de presse, l'initiative continue néanmoins à revendiquer l'abolition de tous les autres points portant atteinte à la législation du chômage. L'Union nationale des étudiant-e-s du Luxembourg (UNEL), à l'origine de la mobilisation, est éaglement loin de désarmer. Contacté par le woxx, Luc Ramponi du bureau national de l'UNEL, se félicite du succès que son stand à la foire de l'étudiant connaît: "Beaucoup plus de lycéens qu'auparavant viennent nous rendre visite et nous parlent du projet de loi 5611". Comme quoi les jeunes peuvent tout à fait s'intéresser à la politique. Quand cela en vaut la peine.

Deutschland: Rechte Ideen auf dem Vormarsch

"Die Ausländer kommen nur hierher, um unseren Sozialstaat auszunutzen." Dieses Urteil fällt mittlerweile jeder dritte Deutsche - ebenso wie jeder Dritte sich den Mut zu einem starken Nationalgefühl herbeiwünscht. Jeder Vierte ist der Ansicht, dass auch heute noch der Einfluss der Juden zu groß ist und rund 18,7 Prozent sehnen sich nach einem Führer, der Deutschland "zum Wohle aller mit starker Hand regiert". Was wie eine ungeheuerliche Farce klingt ist die bittere und alarmierende Realität, die eine Studie zum Rechtsextremismus in Deutschland zu Tage gefördert hat. Die Studie, die von der SPD-nahen Friedrich-Ebert-Stiftung in Auftrag gegeben und von dem Berliner Meinungsforschungsinstitut USUMA im Sommer 2005 bei 5.000 Deutschen in Ost und West durchgeführt wurde, offenbart die Ausdehnung antidemokratischer, rechts und antisemitisch ausgerichteter Tendenzen, wobei dieses Problem nicht nur die Jugend, sondern laut Studie in hohem Masse Rentner, Vorruehändler und Arbeitslose betrifft. Entgegen dem Gerede von einem "Randgruppenphänomen" macht die Studie einmal mehr deutlich, dass rechtes Gedankengut fest in der Mitte der Gesellschaft verankert ist. Mit ein paar Projekttagen zum Thema Ausländerfeindlichkeit allein wird man dieses Problem wohl nicht mehr in den Griff bekommen.